

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 14/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SICTOM DU MARSAN (Mont-de-Marsan)

1038 Route du Marcadé
40090 Saint-Perdon

Références : -

Code AIOT : 0003106648

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement SICTOM DU MARSAN (Mont-de-Marsan) implanté Déchèterie Le Battan - Rue Pierre Hugues 40000 Mont-de-Marsan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite au dépôt d'un dossier de cessation d'activités.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICTOM DU MARSAN (Mont-de-Marsan)
- Déchèterie Le Battan - Rue Pierre Hugues 40000 Mont-de-Marsan
- Code AIOT : 0003106648

- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une ancienne déchetterie ouverte au public avec des quais de déchargement.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation - Mise en sécurité	Code de l'environnement du 11/09/2025, article R. 512-66-1	Sans objet
2	Cessation - Usage futur	Code de l'environnement du 11/09/2025, article L. 512-12-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité de déchetterie ouverte au public est arrêtée depuis 2020 et le site a fait l'objet d'une remise en état permettant de clôturer la procédure de cessation d'activité au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation - Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/09/2025, article R. 512-66-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Cessation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsqu'une installation classée soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.</p> <p>Lorsque la notification concerne une installation classée soumise à déclaration incluse dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation, la notification est effectuée conformément aux dispositions de la sous-section 5 de la section 1 du présent chapitre ; - un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'enregistrement, la notification est effectuée conformément aux dispositions de la sous-section 5 de la section 2 du présent chapitre lorsque la mise à l'arrêt définitif concerne également une ou plusieurs installations soumises à enregistrement. <p>II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le</p>

<p>site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III. - En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation. Il en informe par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les quais et le local gardien ont été démolis. Aucun déchet relatif à la précédente activité de déchetterie n'est présent sur le site. Les quais ayant été détruits, ils ne présentent aucun danger de chute. Tous les conteneurs à déchets ont été retirés du site. Seul un conteneur est mis à disposition de l'association "Les bouchons d'amour" par la mairie.</p> <p>Le terrain est clos, avec la présence d'un portail fermé et des clôtures en périphérie. Le panneau d'interdiction d'entrée est bien visible sur le portail.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Cessation - Usage futur

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/09/2025, article L. 512-12-1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Cessation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque l'installation soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur comparable à la dernière période d'activité de l'installation. Il en informe le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site ne présente plus aucune installation de défense contre l'incendie, n'est plus alimenté par aucun réseau (eau, électricité, gaz), ne présente plus de quai, plus de conteneur ni de bâtiment, et l'ensemble des déchets a été évacué. Le bail avec le SICTOM a été rompu, la commune de Mont-de-Marsan ayant repris possession du terrain.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>